

Unité Départementale de l'Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEG DIELECTRIQUES

Zone Industrielle Les trouyaux
34560 POUSSAN

Références : UD34/H1/2022-126
Code AIOT : 0006601173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement SEG DIELECTRIQUES implanté Zone Industrielle Les trouyaux 34560 POUSSAN. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées qui fixe une périodicité minimale de trois ans pour cet établissement (établissement à enjeux). Par ailleurs, un temps d'échange a été consacré au projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer le futur atelier de découpe 2D. Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire fera l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEG DIELECTRIQUES
- Zone Industrielle Les trouyaux 34560 POUSSAN
- Code AIOT : 0006601173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Établissement IED (3670 - Traitement de surface de matières avec solvants organiques)

La société SEG Diélectriques est spécialisée dans la fabrication d'isolants diélectriques à base de matières plastiques. Ces isolants sont destinés aux fabricants de moteurs, de transformateurs, aux équipementiers automobiles, aux bobiniers et autres fabricants de composants électriques. Elle exploite un établissement situé sur le territoire de la commune de Poussan. Cet établissement est autorisé au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral N° 80-73 du 10 septembre 1980 et réglementé par l'arrêté préfectoral N° 2009-I-4013 du 15 décembre 2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 7.3.3.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Valeurs limites d'émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 3.2.4.	/	Sans objet
5	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 3.2.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, un fait non conforme a été constaté concernant l'absence de dispositifs de désenfumage dans le magasin de stockage de matières premières et de produits semi-finis.

Deux faits susceptibles de suites ont été constatés concernant la surveillance des émissions atmosphériques. Ces faits n'engagent pas la sécurité et des mesures correctives peuvent être prises rapidement. L'exploitant doit justifier de sa conformité par rapport aux prescriptions dans un délai de 30 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 7.3.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les bâtiments comportant des zones à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 non métalliques. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.
Constats : Le bâtiment de stockage de matières premières et de produits semi-finis (bobines plastiques avant découpe) appelé "magasin" n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. Ce bâtiment est dédié au stockage de matières combustibles et inflammables et présente donc des risques d'incendie. Ce constat avait déjà été réalisé lors de la précédente inspection du 17 avril 2019.
Observations : Dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance, l'exploitant a réalisé une mise à jour du classement de son établissement au titre des ICPE. Concernant le stockage, l'établissement n'est plus classé sous les rubriques 1510 (entrepôts couverts), 2662 et 2663 (matières plastiques). En revanche, il relève toujours du régime de la déclaration pour la rubrique 4331 (liquides inflammables) et doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/12/2008. Cet arrêté prévoit que les locaux de stockage soit équipés de dispositifs de désenfumage (point 2.3. de l'arrêté) ce qui rejoint la prescription de l'article 7.3.3.4. de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et sorties de solvants et permettant de suivre la réduction des émissions des COV. Ce plan de gestion des solvants a pour objectif de : <ul style="list-style-type: none">- réaliser un bilan matière ;- choisir les solutions adaptées afin d'éviter à la source les émissions de COV ;- identifier et quantifier les solvants qui pourraient être substitués ;- minimiser les transferts de pollution ;- vérifier la conformité avec les valeurs limites relatives aux émissions diffuses et canalisées des rejets. Ce plan est transmis tous les ans avant le 15 février de l'année suivante, à l'inspection des installations classées, avec les actions éventuelles visant à réduire la consommation de solvant.

<p>Constats : D'après les plans de gestion des solvants établis par l'exploitant, les émissions totales de COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) des trois dernières années ont été les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2019 : 25,3 tonnes pour 292 tonnes de solvants utilisés dans l'année ; - en 2020 : 20,7 tonnes pour 316 tonnes de solvants utilisés dans l'année ; - en 2021 : 26,4 tonnes pour 353 tonnes de solvants utilisés dans l'année. <p>Les observations formulées lors de la précédente inspection, concernant la teneur en solvants dans les matières premières et les déchets, ont été prises en compte par l'exploitant. Les émissions totales de COVNM sont relativement stables malgré les incertitudes inhérentes au plan de gestion des solvants et la réalisation d'une unique campagne de mesure par an. Elles restent inférieures au critère de définition des établissements à enjeux pour les émissions de COVNM qui est fixé à 30 tonnes par an.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Cas général
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.</p> <p>2° Monoxyde de carbone : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant une valeur limite d'émission pour le monoxyde de carbone.</p> <p>3° Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.</p> <p>4° Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :</p> <p>a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³ ;</p> <p>b) Protoxyde d'azote : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, lorsque l'installation est susceptible d'en émettre, une valeur limite d'émission pour le protoxyde d'azote.</p> <p>5° Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.</p> <p>6° Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF) : si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.</p> <p>Dans le cas des unités de fabrication de l'acide phosphorique, de phosphore et d'engrais phosphatés, ces valeurs sont portées à 10 mg/m³.</p> <p>7° Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. [...]</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des</p>

valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) : NOx (1) (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ; CH4 : 50 mg/m3 ; CO : 100 mg/m3.
<p>Constats : L'exploitant réalise une mesure par an, en amont et en aval de l'oxydateur thermique. Cependant, pour la dernière mesure réalisée le 29/09/2021, l'exploitant a analysé uniquement les paramètres COVNM et CH4. Le résultat de la mesure en COVNM est conforme à la valeur limite : 1,4 mg/Nm3 vs 50 mg/m3 avec un rendement d'épuration est supérieur à 98 %.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en mesure de démontrer la conformité des rejets atmosphériques à l'exception des paramètres COVNM et CH4.</p> <p>Par ailleurs, pour la dernière mesure, l'organisme de contrôle (DEKRA ACT MESURES OCCITANIE) n'a réalisé qu'un seul essai en amont de l'oxydateur contre trois essais en aval et durant une période différente. En 2020, l'organisme de contrôle (APAVE SUDEUROPE) avait réalisé 3 essais simultanément (amont et aval de l'oxydateur).</p>
<p>Observations : La prochaine campagne de mesures devra répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en sortie d'oxydateur (aval oxydateur), l'analyse de l'ensemble des paramètres réglementés à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 ; - concernant les paramètres COVNM et CH4, la réalisation d'au moins 3 essais en amont et en aval de l'oxydateur en simultané pour garantir la cohérence du calcul du rendement de l'oxydateur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des émissions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation. [...]</p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats : L'exploitant ne réalise pas de mesure pour l'ensemble des polluants réglementés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 3.2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les 3 mois, à une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article de 5.7.2 ci-dessus, des rejets atmosphériques canalisés. Les résultats de ces mesures sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées. La fréquence des contrôles et des paramètres pourra être revue en fonction des résultats obtenus.
Constats : Suite à la mise en place de l'oxydateur thermique, le courrier préfectoral du 24/02/2016 a acté une fréquence annuelle de réalisation des mesures des rejets atmosphériques. En accord avec l'exploitant, compte tenu du fait que les rejets atmosphériques constituent l'enjeu principal de l'établissement et que le résultat des mesures est utilisé pour établir le plan de gestion des solvants, il a été convenu de passer à une fréquence semestrielle. Cette nouvelle fréquence sera fixée dans un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet